

COMMENT RENFORCER LA COOPÉRATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES RELATIONS UE-MAGHREB?

Rapport de l'atelier de travail

25 – 26 mars 2013, Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, Rabat

Résumé :

Certains pays du Maghreb ont été parmi les premiers à être exposés à la vague de changements qui a secoué le monde arabe en 2011. Dans ce nouveau contexte, l'Union européenne (UE) a destiné une bonne partie de ses efforts à établir des liens avec les acteurs principaux de ces transformations et à renforcer la coopération régionale au Maghreb. C'est dans ce cadre qu'une trentaine de chercheurs et experts en politique euro-méditerranéenne se sont réunis à Rabat à l'occasion de l'atelier de travail "Comment Renforcer la Coopération avec la Société Civile dans les Relations UE-Maghreb?", organisé par EuroMeSCo, IEMed et Groupement d'Etudes et de Recherches sur la Méditerranée (GERM), avec le soutien de l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID). Deux séances de travail ont exploré l'état des relations de coopération entre l'UE et le Maghreb ainsi que le rôle des centres de recherche et think tanks maghrébins dans le contexte de transformation politique de la région.

Séance de travail 1 :

Les relations entre l'UE et les pays du Maghreb dans le nouveau contexte Euro-méditerranéen: intégration régionale et soutien européen des reformes politiques

Cette séance a passé en revue l'importance du renforcement des relations entre l'UE et ses voisins du Maghreb dans le contexte des transformations et de reformes politiques actuelles. Les panélistes se sont d'abord penchés sur le rôle stratégique de ces liens, soulignant le changement du discours de l'UE dans les communications sorties après le printemps arabe. Ils ont aussi souligné la volonté de l'Union d'accompagner les reformes politiques et le soutien à la société civile

comme acteur principal de ces réformes. En second lieu, les panelistes ont analysé le risque de perte de centralité de l'UE dans la région à cause de la crise économique et la présence d'acteurs émergents dans la région. Plusieurs participants ont souligné que l'UE doit concrétiser par des mesures spécifiques les promesses incluses dans ses communications de 2011 afin de rester un acteur influent dans le devenir de la région. Le manque de perspective d'adhésion des pays du Maghreb à l'UE ne devrait pas se traduire par une perte de centralité des relations euro-méditerranéennes. L'UE peut se servir de son expérience d'intégration régionale pour promouvoir l'intégration au Maghreb comme mécanisme de prévention de crises et des réformes politiques et économiques.

Les débats de la session ont aussi fait référence à la frustration de certains pays du Maghreb par rapport à l'action de l'UE, suite, notamment, au manque de résultats immédiats et d'une mise en œuvre rapide des instruments de coopération dans les pays maghrébins. Les institutions européennes doivent envisager une série de mesures plus concrètes et encourageantes pour le sud de la Méditerranée dans le cadre du principe de *more for more*, ainsi que mitiger l'importance accordée jusqu'à maintenant aux approches sécuritaires qui ont marqué les relations euro-méditerranéennes dans le passé.

Egalement, l'UE doit éviter reproduire des vieux réflexes de connivence avec ceux qui sont au pouvoir en faveur de la stabilité de la région, sans prendre en considération les atteintes à l'état de droit, à la démocratie ou aux droits de l'homme et libertés publiques. Dans ce sens, certains participants ont critiqué la tendance de l'UE à « caresser dans le sens du poil » dans les relations avec les gouvernements arabes indépendamment du signe politique auquel ils appartiennent. Les experts ont finalement ajouté que l'UE doit aussi éviter d'introduire de mesures qui renforceraient la perception d'imposer des modèles préétablis de transition démocratique et porter son soutien particulièrement aux acteurs de la société civile, qui restent les principaux agents du changement politique.

Séance de travail 2 :**Le rôle de la société civile, les centres de recherche et les think tanks dans les réformes politiques et l'approfondissement des relations UE-Maghreb**

Les participants ont constaté la possibilité qu'ont les think tanks de jouer un rôle important dans les réformes politiques et économiques, même s'il s'agit d'un phénomène récent dans l'Afrique du Nord et le Moyen Orient. Les changements politiques dans les pays du Maghreb créent un climat favorable à la naissance d'institutions de recherche politique indépendantes, au même temps que les technologies de l'information facilitent l'impact de leur travail et en réduit les coûts de communication. C'est sur ces prémisses qu'a démarré la discussion de la seconde séance de l'atelier de travail, axée sur le rôle de la société civile, des centres de recherche et des think tanks dans les réformes politiques dans la région euro-méditerranéenne.

Pendant la session, les experts ont souligné trois dimensions principales dans le travail de ces institutions: la production d'analyses et recherches orientées sur le processus de prise de décisions politiques, leur capacité de communiquer les résultats de leurs recherches et leur capacité de plaider auprès des décideurs l'adoption de certains choix de politiques publiques. Ils ont signalé que les think tanks au Maghreb doivent constituer un lien entre la société civile et les pouvoirs publics, permettant ainsi une majeure participation de la société civile dans les processus de décision politique. Pour que cela soit possible, les think tanks doivent d'abord contribuer à un approfondissement de la connaissance de l'environnement politique et social dans les pays de la région. Les panélistes ont observé que dans certains pays de la région, les centres de recherches privées et think tanks restent très limités dans leur capacité de travail, en partie à cause de l'interdiction par loi de recevoir du financement extérieur, comme dans le cas algérien.

Le débat a tourné aussi autour des problèmes auxquels les organisations font face. Elles disposent souvent d'un financement à court terme et par projets, ce

qui empêche d'assurer leur viabilité. Les participants ont constaté que l'institutionnalisation des centres de recherche s'avère nécessaire, étant donné que souvent il n'existe pas de structure pour soutenir les chercheurs. Les instruments à utiliser pour aider à la formation de think tanks et centres de recherche ont fait l'objet d'une analyse approfondie. Les participants ont proposé différentes mesures, comme la création de « think tank incubator », des sessions de formation aux nouveaux acteurs, ou l'organisation de séances de capacitation de ces organisations au sein des réseaux de recherche existants, comme l'EuroMeSCo.